

DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

Dépenses faisant l'objet d'une facturation (Seuls les demandeurs qui ne récupèrent pas la TVA peuvent présenter des dépenses TTC)			
Nature des dépenses	Montant HT	Montant réel supporté (à compléter uniquement si vous ne récupérez pas la TVA, ou si vous la récupérez partiellement)	Devis joint (cocher la case)
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
	_____	_____	<input type="checkbox"/>
TOTAL des dépenses prévues	_____	_____	<input type="checkbox"/>

RECETTES PRÉVISIONNELLES GÉNÉRÉES PAR LE PROJET

NB : Les recettes avérées seront déduites du montant total des dépenses éligibles au moment du paiement des aides

Nature de la recette prévue	Montant prévisionnel HT en €

TOTAL (à reporter au bas de la page suivante)	_____

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

(Seuls les demandeurs qui ne récupèrent pas la TVA peuvent présenter des dépenses TTC)

① Financement d'origine publique

Financeurs publics sollicités	Montants en € ⁽²⁾	Sollicité dans le cadre de la présente demande	Sollicité dans le cadre d'une autre demande	obtenu
État (préciser sources) _____	_ _ _ _ _ _ , _ _	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
_____	_ _ _ _ _ _ , _ _	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
_____	_ _ _ _ _ _ , _ _	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
_____	_ _ _ _ _ _ , _ _	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Région _____	_ _ _ _ _ _ , _ _	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Département _____	_ _ _ _ _ _ , _ _	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
_____	_ _ _ _ _ _ , _ _	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres (Commune(s), PNR, EPCI, etc)	_ _ _ _ _ _ , _ _	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
_____	_ _ _ _ _ _ , _ _	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
_____	_ _ _ _ _ _ , _ _	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

PNR : parc naturel régional, EPCI : établissements publics de coopération intercommunale

Financements européens (FEADER) sollicités	_ _ _ _ _ _ , _ _
---	----------------------

Sous-total financeurs publics	_ _ _ _ _ _ , _ _
--------------------------------------	----------------------

② Financement d'origine privée

Autofinancement (hors recettes) : maître d'ouvrage privé	
Emprunt (a)	_ _ _ _ _ _ , _ _
Auto – financement (b)	_ _ _ _ _ _ , _ _
Sous-total apport du maître d'ouvrage privé (a + b)	_ _ _ _ _ _ , _ _

Autres financeurs privés	
Participation du secteur privé (à préciser)	_ _ _ _ _ _ , _ _

Sous-total financeurs privés	_ _ _ _ _ _ , _ _
-------------------------------------	----------------------

③

Recettes prévisionnelles générées par le projet	_ _ _ _ _ _ , _ _
--	----------------------

TOTAL ① + ② + ③

TOTAL général = coût du projet (1)	_ _ _ _ _ _ , _ _
---	----------------------

(1) S'assurer que le coût du projet correspond au total des dépenses prévisionnelles

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides au titre de l'« appui à la création et à la modernisation des microentreprises »

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

Ne pas avoir sollicité pour le même projet / les mêmes investissements, une aide autre que celles indiquées sur le présent formulaire de demande d'aide,

Avoir pris connaissance des points de contrôle figurant dans la notice qui accompagne ce formulaire

L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,

Être à jour de mes obligations fiscales, ou du bénéfice d'un accord d'échelonnement

Être à jour de mes cotisations sociales, ou du bénéfice d'un accord d'échelonnement

Le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements,

que ma société / mon entreprise / mon site de production **ne relève pas** des installations classées.

que ma société / mon entreprise / mon site de production **relève** de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'environnement, et a dûment fait l'objet, selon le cas, d'une déclaration en préfecture, ou d'une décision d'autorisation d'exploiter délivrée par la préfecture.

Le cas échéant :

Que je n'ai pas commencé l'exécution de ce projet **avant la date de dépôt de la présente demande d'aide.**

Que je n'ai pas commencé l'exécution de ce projet **avant la date de dépôt d'une autre demande d'aide** valant autorisation de commencement

Ne pas récupérer la TVA (si les dépenses prévisionnelles sont présentées TTC).

Récupérer en totalité

Récupérer partiellement la TVA

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

▪ A respecter les règles en matière de date de début d'éligibilité rappelées dans la notice

▪ A informer DDT de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,

▪ A permettre / faciliter l'accès à mon exploitation / entreprise / ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant 10 années,

▪ A ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,

▪ A apposer une plaque explicative lorsque l'action menée implique un investissement d'un montant total supérieur à 50 000 euros, à installer un panneau sur les sites des infrastructures dont le coût total dépasse 500 000 euros. Cette plaque explicative / ce panneau comprennent : le logo européen, la mention : « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % de la plaque.

A maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter de la date de décision d'octroi de l'aide,

A rester propriétaire des investissements acquis dans le cadre de ce projet pendant une durée de 5 ans,

A ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre de ce projet respecte les normes en vigueur,

A communiquer le montant réel des recettes perçues à l'autorité de gestion.

A ne pas avoir obtenu sur une période de trois exercices fiscaux un montant d'aides publiques supérieur à :

- 200 000 euros, au titre du règlement (CE) N° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis

- 500 000 dans le cadre du régime temporaire N7 /2009.

A détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente pendant 10 années : factures et relevés de compte bancaire ,comptabilité... ,

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°1974/2006, annexe 6, paragraphe 2 .1 l'autorité de gestion publie au moins une fois par an, sous forme électronique ou sous une autre forme, la liste des bénéficiaires recevant une aide dans le cadre des programmes de développement rural, l'intitulé des actions et le montant des fonds publics qui sont alloués à ces actions. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » (loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à la DDAF/DDEA	Sans objet
Présentation de la structure demandeuse (sur la base de <u>documents existants</u> : plaquette, document publicitaire...	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Preuve de l'existence légale : extrait K-bis datant de moins de 3 mois (Registre du commerce et des sociétés), ou D1 (répertoire des Métiers) (ou déclaration d'activité auprès du CFE pour les auto-entrepreneurs et certificat INSEE)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pour les personnes physiques : pièce d'identité	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Tout document permettant de justifier de la situation du demandeur au regard de la TVA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (devis).	<input type="checkbox"/>		
Pour les projets <u>d'immeubles et les travaux</u> : l'arrêté de permis de construire ou de déclaration de travaux, le plan de situation, le plan cadastral, le plan de masse des travaux.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Document ou référence permettant le rattachement à une stratégie locale de développement ou à un schéma général des services, visé par la structure responsable de la stratégie ou du schéma.	<input type="checkbox"/>		
Note expliquant la prise en compte de l'accessibilité aux handicapés	<input type="checkbox"/>		
Questionnaire Développement durable (annexe 1)	<input type="checkbox"/>		
Bilans et comptes de résultat approuvés et signés des deux derniers exercices accompagnés des rapports du commissaire aux comptes (ou de l'expert comptable), pour le dernier exercice clos, bilans et compte de résultat provisoires s'ils sont disponibles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Bilans et compte de résultat prévisionnels, pour l'exercice en cours	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Tout document permettant de s'assurer que le demandeur a obtenu la participation des cofinanceurs. Si l'usager a demandé et obtenu des subventions d'autres financeurs sans utiliser le présent formulaire unique.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Liste de toutes les aides publiques directes et indirectes perçues dans les 3 années qui précèdent la signature du présent document et notamment celles reçues au titre des règlements de minimis ((CE) N° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 N° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis.) ou du régime temporaire N7 / 2009.	<input type="checkbox"/>		
Le cas échéant la DDT pourra demander des pièces complémentaires jugées nécessaires à l'instruction du projet			

Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession de la DDAF, DDEA de la DRAAF, du Conseil Régional, ou du Conseil général, à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques, dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant. Par exemple :

- Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis à la DDAF / DDEA après la dernière modification statutaire intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification statutaire . Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni.
- Pour le RIB : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu DDT Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple: vérification du respect du taux maximum d'aides publiques).

Fait à _____

le _____

Signature(s), qualité(s) et état(s) civil(s) du demandeur ou du représentant légal (*visé en page 1*):

Cachet du demandeur

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification touchant les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser DDT

QUESTIONNAIRE DEVELOPPEMENT DURABLE

Précisez les efforts que vous avez engagés dans l'élaboration de votre projet en matière de :

Gestion de l'énergie :

- énergies renouvelables : installation d'équipement spécifiques éolien, solaire.... (chauffe eau, chaufferie bois)
- efficacité énergétique : maîtrise de la consommation d'énergie : diagnostic thermique, isolation (toiture, murs, vitrage), appareils ménagers, ampoules basse tension, cellules détection de présence, minuterie, robinets thermostatiques, éclairage naturel favorisé)
- substitution d'énergie

Gestion de l'eau :

- maîtrise de la consommation par installation d'équipements (limitateur débit robinets, WC double-détente, mitigeurs...)
- récupération eaux pluviales et recyclage des eaux
- aménagement paysager : plantation d'espèces locales moins consommatrices en eau

Gestion des déchets :

- tri sélectif des déchets
- compostage
- utilisation d'éléments biodégradables (ex. : gobelet lors des manifestations culturelles)

Gestion de l'éco-construction :

- choix des produits et des procédés de construction pour le gros œuvre : matériaux locaux issus de techniques anciennes, matériaux écologiques, matériaux à faible nuisance écologique (argile, paille, chanvre, terre cuite, béton cellulaire....)
- pour la décoration et l'aménagement : peintures, colles, matériaux de finition portant un éco-label....